



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Numéro 3 - Mai 2003

Editorial

Europe – Méditerranée : quel partenariat économique ?

La conférence à mi-parcours des ministres des Affaires étrangères Euromed qui se tiendra les 26 et 27 mai en Grèce interviendra à un moment crucial pour le devenir de la région méditerranéenne. En effet, l'impact de la crise irakienne sur le partenariat euro-méditerranéen, comme l'évolution des politiques énergétiques, qui devrait constituer un élément fort de l'ordre du jour de la réunion euro-méditerranéenne des ministres de l'Energie, prévue les 20-21 mai en Grèce, pourraient modifier sensiblement les conditions d'exercice de ce partenariat. Ces réunions importantes se tiendront alors que dans son dernier Dossier Spécial Euromed, l'Office de coopération EuropeAid présente un premier bilan mitigé de la coopération économique MEDA. A la question de savoir comment la coopération économique contribue à promouvoir l'investissement étranger dans une région dont l'image est « nettement moins bonne que celle des autres zones en développement », EuropeAid répond que les opérations d'ajustement servent les réformes inscrites dans les agendas des partenaires. En permettant d'améliorer l'environnement des affaires, elles constituent un facteur d'attraction pour les investissements étrangers directs. Mais il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière d'assurance des investissements privés étrangers contre les risques politiques.

Ce constat intervient alors même que le « rapport sur la compétitivité du monde arabe » publié pour la première fois par le Forum économique mondial de Davos établit un bilan accablant de la croissance des investissements directs étrangers dans les pays du monde arabe. Exception faite de l'Egypte et de la Jordanie, aucun pays de la région ne figure parmi les 75 pays industrialisés ou en transition classés dans chacune des catégories. Instabilité macroéconomique, carence des structures financières, insuffisante ouverture à l'international, mauvaise gouvernance, faiblesse du recours aux NTIC, inadéquation des systèmes éducatifs et des infrastructures, corruption et faible accumulation du capital constituent autant d'insuffisances relevées par ce rapport. Après avoir rappelé l'essor consécutif au boom pétrolier des années 70, les auteurs s'interrogent enfin sur les raisons du retard de croissance accumulé par la région au cours des années 90. La mauvaise utilisation du capital investi, les interférences des Etats dans l'économie privée et les lourdeurs administratives imposées aux investisseurs étrangers expliquent largement un décalage qu'il convient maintenant de corriger.

Le débat sur la création d'une Banque Régionale de Développement dédiée à cet objectif risque de connaître un rebondissement. - ALP/BN -

➤ <http://www.1stlebanon.net/actu/fr/actu.php?idNews=180>

➤ <http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Global+Competitiveness+Programme%5CReports%5CArab+World+Competitiveness+Report+2002-2003>

Dans ce numéro

L'EAU

Pénurie, pollution, corruption
Surexploitation des lieux de pêche
Ports de commerce, bilan 2002
Agenda

LA TERRE

Paysan, Etat et marchés au Vietnam
Grands Lacs : l'évaluation américaine
Bananes for ever
Agenda

LES HOMMES

Mondialisation et pauvreté
Emigration de personnes hautement
qualifiées de PED
Elites africaines, enjeu de la diplomatie
scientifique des Etats-Unis
Agenda

LES ORGANISATIONS

Recherche sur les organismes
communautaires décentralisés
Entreprises et ONG
Accord de Cotonou ACP/UE
Agenda

DROIT, REGULATION

Secteur informel en Afrique
Aide au développement : projet de loi
de finances 2003
Maîtrise des risques, acte de
gouvernance
Agenda

GEOGRAPHIES

Asie du Sud-Est : enjeu régional ou
enjeu mondial ?
DOM régions ultra-périphériques de
l'UE
Le Congo de la débrouille
Agenda

L'EAU

➤ L'ouvrage

Le dossier de l'eau : pénurie, pollution, corruption - Laime, M. - Le Seuil, 2003 - 402 p. - Cote U3.124

A l'orée du XXI^e siècle, nos sociétés sont paradoxalement confrontées au même problème qu'à la fin du XIX^e : assurer à tout être humain l'accès à l'eau potable. En effet, plus de 1,4 milliard de personnes à travers le monde ne disposent pas d'une eau saine. Plus de 15 millions d'êtres humains en meurent chaque année. De "bien commun", l'eau est devenue une marchandise au profit des conglomérats qui veulent rentabiliser leurs investissements. La France a une responsabilité particulière en abritant les deux premières entreprises mondiales du marché. Aussi, un important mouvement de contestation lutte pour que l'accès à une eau potable soit reconnu comme un droit fondamental de l'humanité. En France même, outre la pollution catastrophique provoquée par l'agriculture intensive, les prérogatives importantes d'une industrie surpuissante et leurs pratiques financières, dont pâtissent le consommateur et le contribuable, font débat. A l'égal de la sécurité alimentaire et des risques industriels, l'eau constitue donc aujourd'hui un enjeu majeur en matière d'environnement, de santé publique et de démocratie.

➤ Le rapport web

La surexploitation des lieux de pêche dans le monde - Perspectives économiques - Département d'Etat des Etats-Unis, 2003 - 51 p. - Cote A3

Lorsque les représentants d'une centaine d'États membres de la FAO se réuniront du 24 au 28 février 2003 à Rome, ils auront à faire face à la crise qui frappe les pêcheries à travers le monde. Selon des estimations de la FAO, plus de 70 % des pêcheries sont épuisées ou presque, alors qu'un nombre croissant des habitants de la planète dépend de la pêche pour son alimentation. La concurrence entre les pays au sujet de l'accès aux lieux de pêche a déjà suscité des différends, voire des affrontements violents. Ce numéro se compose de dix articles rédigés par des spécialistes des secteurs public et privé qui fournissent des informations de base sur le problème de la surexploitation et sur les solutions possibles. Ainsi, Le Comité des pêches de la FAO aurait la possibilité de juguler la surexploitation des ressources halieutiques si ses membres arrivaient à se mettre d'accord sur les moyens d'application des accords en vigueur. Les négociateurs de l'OMC pourront également contribuer à la mise en œuvre de ces accords s'ils conviennent de supprimer les subventions qui encouragent la surexploitation. De même, sont décrites les conséquences économiques et écologiques de la surexploitation. D'autres articles soulignent que les pays doivent faire preuve de volonté politique pour mettre fin à la surexploitation des océans. Ils montrent aussi comment la Namibie a réussi à mettre fin à la surexploitation illégale de ses ressources halieutiques dans sa zone économique exclusive. Enfin, la revue comprend une liste de sites Internet et une sélection d'ouvrages et d'articles relatifs à ce sujet.

<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0103/ijef/ijef0103.pdf>

➤ L'article

Ports de commerce, bilan 2002 - Laplane, L. ; Le Tallec, M. - Le Marin - Hors série M 04628, 2003/04 - pp. 40-42 - Cote COLL

Dans ce numéro, les activités de l'année 2002 des ports de Papeete, Saint-Pierre-et-Miquelon, Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Degrad-des-Cannes, Nouméa et Port-Réunion sont analysées. Après quelques chiffres sur l'évolution du trafic, des conteneurs, des marchandises (produits secs, hydrocarbures, nickel, marchandises diverses) et des passagers, il propose des commentaires sur les trafics, les événements qui ont marqué l'année et les investissements réalisés dans chaque port. Ainsi, Papeete a vu son trafic augmenter de 6,5%, Fort-de-France de 2%, Degrad-des-Cannes de 8,2% et Nouméa de 3% alors que celui de Pointe-à-Pitre a régressé globalement de 4,6%.

➤ L'agenda

- *Energies renouvelables et choix énergétiques, UNESCO, 15 mai 2003, Paris, France*
- *Gestion du risque eau en pays semi-aride, 21-22 mai 2003, Tunis, Tunisie*
- *Salon de l'environnement, 23-25 mai, Paris (Porte de Versailles), France*
- *Réseau méditerranéen des systèmes d'assainissement, 29-30 mai 2003, Izmir, Turquie*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Paysans, Etat et marchés au Vietnam : dix ans de coopération agricole dans le bassin du Fleuve Rouge - Bergeret, P. - Karthala, 2002 - 291 p.- PVN.036

Le Vietnam suit une trajectoire originale de transition vers l'économie de marché. On y assiste à la construction lente, difficile et non dénuée de contradictions, d'un modèle de développement inédit dans lequel la paysannerie occupe une place centrale mais incertaine face à des marchés régulés et à un Etat-Parti en pleine réinvention. Issu de l'expérience du Programme Fleuve Rouge mis en œuvre dans le Nord du Vietnam depuis dix ans par le Gret, en partenariat avec l'Institut vietnamien des sciences agricoles, ce livre propose une analyse de la société vietnamienne et de son évolution récente : dynamiques rurales impressionnantes, transformations de l'appareil d'Etat et du Parti, émergence de nouvelles formes de rapports entre acteurs locaux. Il présente et analyse aussi l'expérience du Programme Fleuve Rouge et son rôle dans l'évolution des agricultures et de leur environnement institutionnel.

➤ Le rapport web

L'évaluation américaine de la situation dans la région des Grands Lacs - Snyder, C.- Département d'Etat des Etats-Unis; 2003/04 - 12 p.

Ce texte est la déposition au Congrès du sous-secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, relative à la situation politique de la République démocratique du Congo (RDC) et de ses voisins de la région des Grands Lacs. Soulignant les récents signes de mouvements vers la paix enregistrés au cours des derniers mois, il décrit en détail les nouveaux développements de ces pays. Il indique comment les Etats-Unis comptent soutenir la région dans les efforts qu'elle entreprend à l'heure actuelle, soulignant les priorités des Etats-Unis qui sont de mettre fin au conflit, d'améliorer la situation humanitaire, de contribuer à la mise en place et au renforcement de systèmes et des principes démocratiques. Il soulève la question de l'exploitation et du pillage des ressources naturelles de la RDC, fait état du rapport du Panel, chargé par le Conseil de sécurité de l'ONU d'enquêter sur ce sujet. Il formule enfin l'espoir de voir la formation d'un gouvernement de transition.

<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f3041501.htm>

➤ L'article

Bananes for ever - Fruitrop - CIRAD-FLHOR, n° 99, 2003/02 - pp. 3-11 - Cote COLL

Ce dossier regroupe plusieurs articles relatifs à l'histoire de la production de la banane : "la banane et le concept d'agriculture raisonnée", "la diversité génétique des bananiers", "l'amélioration génétique des bananiers" et "les maladies et ravageurs des bananiers". Il défend que l'agriculture raisonnée se doit d'être de plus en plus performante, mais tout en faisant progresser les rendements, les intrants en pesticides et engrais devant être cependant limités. Le CIRAD-FLHOR a ainsi développé des outils de diagnostic agricole, des technologies et des techniques culturales utilisables à l'échelle de la parcelle ou du bassin de production. Quant à la diversité génétique, celle-ci proviendrait de la combinaison de la reproduction naturelle (échanges de matériel végétal ayant permis aux bananiers de s'adapter à des contextes écologiques différents) et des sélections faites par l'homme depuis la nuit des temps.

➤ L'agenda

- *Journée débat sur les politiques de maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables dans les pays en développement, 19 mai 2003, Paris, France*
- *2^{ème} Conférence internationale sur les transports urbains/périurbains, 26-27 mai 2003, Paris, France*
- *Première conférence internationale sur le pétrole et le gaz des pays du Maghreb et du Bassin méditerranéen, 26-28 mai 2003, Marrakech, Maroc*
- *Ecosud 2003 : 4^{ème} conférence internationale sur les écosystèmes et le développement durable, 4-6 juin 2003, Sienna, Italie*
- *Journée internationale de l'environnement, PNUE, 5 juin 2003*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Mondialisation, développement et pauvreté : bâtir une économie intégrée - Stern, N. ; Collier, P. ; Clark, X. et... - Banque Mondiale, 2002 194 p. - Cote R3.093

Cette étude, qui réunit la contribution de nombreux experts du développement, vise à évaluer l'impact de l'intégration des sociétés et des économies à l'échelle du globe - la mondialisation - et à analyser les préoccupations qu'elle suscite à propos de l'accroissement des inégalités, du déplacement du pouvoir et de l'uniformité culturelle. Le premier chapitre s'intéresse aux conséquences économiques de la nouvelle vague de mondialisation, le second aux possibilités d'amélioration des conditions de l'intégration économique mondiale (politique commerciale, flux de capitaux vers les pays en développement, politique d'immigration). Une troisième partie s'attache à montrer la nécessité de renforcer les institutions et à mener des politiques plus cohérentes à l'échelon mondial. Est ensuite abordée la question de l'impact de la mondialisation sur le pouvoir, la culture et l'environnement. Un dernier chapitre jette les bases d'un plan d'action pour la construction d'une économie mondiale intégrée.

➤ Le rapport web

L'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement : impact et réponses politiques - Lowell, L. ; Findlay, A. - BIT - Cahiers de migrations internationales, n°44F, 2003/02 - 49 p. - Cote HI.207

Ce document est le rapport de synthèse des études menées sur les impacts de l'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement et des options politiques dont disposent les pays développés. Il présente l'ampleur et les impacts multiples de l'exode des compétences (effets directs, induit et de rétroaction, processus associés et études de cas). Il présente également les tendances de la mobilité dans les principales catégories de qualifications et souligne que les impacts peuvent être spécifiques à certaines professions et à certaines régions. Il suggère enfin des orientations de politique aux responsables de l'élaboration de politiques pour les pays développés hôtes : encourager les migrations temporaires et les retours, superviser le recrutement dans des pays présentant des risques, promouvoir l'institution des meilleures pratiques, obtenir le respect de dispositions réglementaires par les agences de recrutement et normaliser les engagements AGCS (Accord général sur le commerce des services).

<http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/imp/imp44f.pdf>

➤ L'article

Les élites africaines, enjeu de la diplomatie scientifique des Etats-Unis - Dedieu, J.P. - Politique Etrangère, 2003/1 - pp.119-131 - Cote COLL

La diaspora africaine aux Etats-Unis est en progression constante depuis une vingtaine d'années, et en particulier celle des chercheurs et scientifiques anglophones ou francophones. Ce basculement progressif des élites africaines de l'université française vers l'université américaine révèle à la fois les insuffisances de la politique menée par la France et le dynamisme de la politique des Etats-Unis dans ce domaine. Cette évolution est le résultat d'une véritable "diplomatie américaine de l'intelligence" fondée sur les échanges scientifiques. Elle a été formulée dans les années 1980 sous l'impulsion de fondations privées et de leurs relais politiques à la Maison-Blanche et au Congrès. Sa mise en œuvre s'est appuyée sur la constitution de réseaux scientifiques liant chercheurs africains et américains et sur le développement d'une élite professionnelle africaine de part et d'autre de l'Atlantique. Elle a eu pour conséquence de rendre moins attractive l'université française.

➤ L'agenda

- *Conférence sur la "Sociologie de l'environnement et du développement durable", Université du Québec, 17-23 mai 2003, Montréal, Canada*
- *9^{ème} Conférence internationale sur les femmes et le sida en Afrique, 26-29 mai, Khartoum, Soudan*
- *Conférence internationale sur l'inégalité, la pauvreté et le bien-être, Institut Mondial des Nations Unies pour la Recherche sur le Développement et l'Economie, 30-31 mai, Helsinki, Finlande*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Les agences de l'Union Européenne : recherche sur les organismes communautaires décentralisés - Couzinet, J.F. - IREDE , 2002 - 306 p. - Cote R3.096

Les Agences de l'Union européenne sont multiples et la diversité des vocables utilisés pour les désigner (fondation, centre, office, agence, observatoire) peut induire en erreur quant à leur nature juridique. Aussi, parmi cette nébuleuse d'organismes spécialisés concourant au bon fonctionnement de l'Union, une catégorie particulière peut-être isolée, celle des organismes communautaires dits décentralisés ou délocalisés. La première partie de cet ouvrage présente le résultat d'une série d'études transversales sur leurs champs d'activités, leur mode d'organisation et leurs formes d'intervention. La deuxième partie analyse les caractéristiques de chaque Agence, sous forme de monographies.

➤ Le rapport web

Nouvelles alliances dans la sphère privée : entreprises et ONG - Collectif Admical/Fondation de France, 2002 - 42 p. - Cote R3.093

Encore peu actives dans le domaine humanitaire, les entreprises font parfois l'objet de critiques d'ONG qui dénoncent les effets néfastes de leur activité dans les pays en voie de développement. Cependant, face à la pression de la société civile et à l'évolution des mentalités, nombre d'entreprises internationales ou domestiques en sont venues à s'intéresser à l'état de santé économique, sociale et écologique de régions défavorisées du globe. Or, en France cette évolution semble plus timorée, ce qui suscite de nombreuses interrogations. Existe-t-il des blocages en France aux rapprochements des ONG et des entreprises ? Les entreprises se font-elles une fausse idée des ONG ? Sont-elles insensibles aux crises lointaines ? Les ONG sont-elles réticentes à la présence des entreprises sur leur terrain de prédilection ? Et si oui, pourquoi ? Cette étude est basée sur une trentaine d'entretiens individuels menés auprès d'entreprises engagées dans des actions de mécénat de solidarité internationale et d'ONG, de taille et de secteurs différents. Elle dresse un état des lieux intéressant de leurs relations.

http://www.fdf.org/fichiers/observatoire_pdf/etude_ong.pdf

L'article

Accord de Cotonou ACP/UE : dossier industrialisation - Collectif - Le Courrier ACP-UE, n°196, 2003/02 - pp. 26-55 - Cote COLL

L'industrialisation des pays en développement présente de grandes variations. Elle peut s'avérer impressionnante, mais, dans la plupart des cas, elle est surtout décevante. Les nouveaux pays industrialisés ont certes augmenté leur part dans la production industrielle mondiale, mais le rôle que jouent les pays en développement dans le commerce international de produits manufacturés demeure marginal en dépit des nombreux dispositifs d'incitation ou d'appui mis en œuvre par les bailleurs de fonds au cours des dernières décennies. Ce dossier étudie l'industrialisation selon différents angles de vue : l'industrialisation axée sur l'exportation ou sur la substitution des importations; les politiques industrielles dépendantes ou indépendantes, par rapport notamment aux investissements étrangers et les instruments créés par l'Accord de Cotonou pour favoriser l'industrialisation des pays ACP.

➤ L'agenda

- ***Séminaire sur "l'investissement direct étranger dans les économies en transition", 5-6 mai 2003, Istanbul, Turquie***
- ***3^{ème} édition de la Quinzaine du commerce équitable, 3-18 mai 2003, France***
- ***L'épargne bancaire : efficacité et engagement de la société, 22-23 mai 2003, Madrid, Espagne***
- ***Intégration économique et responsabilité sociale - Conférence ABCDE, Banque mondiale, Conseil d'Analyse Economique et AFD, 15-16 mai 2003, Paris, France***
- ***Sommet du G8, 1er-3 juin 2003, Evian-les-Bains, France***

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Le secteur informel en Afrique face aux contraintes légales et institutionnelles - Maldonado, C. - BIT, 2002 - 367 p. - Cote T2.150

Dans les villes africaines, deux personnes sur trois en moyenne vivent du secteur informel. Faut-il "formaliser" ce secteur ou au contraire se garder d'intervenir de peur de porter un coup fatal à sa dynamique ? C'est pour tenter d'y voir plus clair que le BIT a fait réaliser des enquêtes dans huit pays africains (Bénin, Burundi, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Ouganda, Tanzanie, Tunisie, Zambie). Ces enquêtes ont permis de déterminer le degré de respect de la loi dans le secteur informel (législation fiscale, droit du travail, réglementation locale), d'envisager les effets d'une "légalisation" éventuelle sur la rentabilité, voire sur la viabilité des entreprises informelles, d'évaluer les bénéfices qu'elles pourraient tirer de cette législation compte tenu des avantages dont bénéficient les entreprises "modernes" en règle avec la loi. Un certain nombre de conclusions débouchent sur une série de propositions visant à optimiser les potentialités que recèle le secteur informel.

➤ Le rapport web

Aide au développement : projet de loi de finances pour 2003 adopté par l'Assemblée nationale - Briseperre, P. - Assemblée Nationale, 2002/11 - 12 p.

Ce rapport présente la position de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées de l'Assemblée Nationale, sur le projet de loi de finances pour 2003 relatif à l'aide au développement de la France. Prenant appui sur les conclusions des Sommets de Monterrey et de Johannesburg, et soulignant avoir conscience des contraintes financières qui pèsent sur le budget général de la France en 2003, ce rapport défend un meilleur ciblage de l'aide, la restauration de l'aide bilatérale et une approche volontariste du problème de la dette. Il met un accent particulier sur la difficile "traçabilité" des crédits et l'éclatement du dispositif qui reflètent un dispositif "à parfaire", la réforme française des institutions de la coopération ne semblant pas encore totalement aboutie. A cet égard, le rapporteur soutient qu'il revient au quai d'Orsay d'assurer le pilotage de la politique française d'aide, tout en renouvelant les propositions d'affermir le rôle de l'AFD, "opérateur pivot", en la dotant d'une compétence de "droit commun".

<http://www.senat.fr/rap/a02-071-3/a02-071-30.html>

➤ L'article

La maîtrise des risques, acte de gouvernance à part entière - Pignault, J. ; Nicolet, J.-L. - L'Expansion Management Review, 2003/03 - pp. 66-69 - Cote COLL

Parce qu'elle contribue au développement durable de l'entreprise, la démarche liée à la maîtrise des risques constitue un acte de "gouvernance d'entreprise" à part entière. L'appréhension objective des risques permet en effet, notamment, d'évaluer leur impact économique : mise en danger des collaborateurs, atteinte à l'image de l'entreprise, perte de production irrécupérable... La mise en place de ce processus de détection et de suivi facilitent, selon l'auteur, la résolution anticipée des incidents. Le mot "risque" révèle non seulement la perception d'un événement nuisible à l'accomplissement d'une action, mais aussi la présence de trois éléments de base que sont le danger (événement indésirable), la cible (qui ou quoi va pâtir de l'événement indésirable) et l'agresseur (qui ou quoi va véhiculer le danger vers la cible). Aussi, pour pouvoir ramener le niveau de risque dans l'entreprise à un niveau acceptable sans faire flamber les coûts, faut-il être en mesure de l'identifier et le quantifier.

➤ L'agenda

- *Groupe d'action financière - Réunion plénière spéciale sur la revue des quarante Recommandations, 7-9 mai 2003, Paris, France*
- *11^{ème} Conférence Internationale Anti-Corruption, 25-28 mai 2002, Séoul, Corée*
- *Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux - Réunion annuelle, 26-30 mai 2003, Manille, Philippines*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Asie du sud-est : enjeu régional ou enjeu mondial ? - Tertrais, H. - Folio, 2002 - 150 p. - Cote ZSE.038

Au siècle dernier Elisée Reclus parlait, en termes géographiques, de "l'angle de l'Asie", à la périphérie de l'Inde, du Japon et de la Chine. Aujourd'hui, paradoxalement, la seule définition cohérente est celle, en termes politiques, de l'organisation régionale des dix pays du Sud-Est, l'ASEAN. Cette région, dans les faits, est aussi émiétée que l'Europe, mais plus encore diverse culturellement, économiquement et socialement : quoi de commun entre l'île-Etat de Singapour et les campagnes, encore enclavées dans le communisme, du Laos ? Entre la grande "Indochine" (Birmanie, Vietnam, Thaïlande, Laos et Cambodge) et le monde "malais" (Malaisie, Indonésie, Philippines) ? Entre l'univers bouddhiste, indochinois, et les mondes musulmans d'Indonésie et de Malaisie, et chrétien des Philippines ? Les effets conjugués de la crise financière et de l'agitation consécutive aux événements du 11 septembre 2001 font courir un risque non négligeable à la coopération entre les Etats de la région. Pourra-t-elle y survivre, en sortira-t-elle renforcée ou fera-t-elle les frais d'un "choc des civilisations" ? Pour l'auteur, l'enjeu régional est au cœur des enjeux mondiaux.

➤ Le rapport web

Les Départements d'Outre-Mer, régions ultra-périphériques et traits-d'Union de l'Europe - Virapoulle, J.-P. - SENAT, 2003/03 - 111p.

Ce rapport sénatorial remis en mars 2003 au Premier Ministre traite de la stratégie de mise en œuvre de l'article 299§2 du Traité d'Amsterdam pour les départements français d'Outre-mer. Il préconise l'intégration des régions ultra-périphériques de façon équitable, durable et efficace au sein de l'Union européenne en consolidant leur statut institutionnel dans la future Constitution européenne et expose les motifs de la nécessité d'un article spécifique à ces régions. Il fait état du caractère permanent et structurel des handicaps propres aux régions ultra périphériques, facteurs de déstabilisation économique, qui constituent un frein important au développement. Il évoque enfin l'opportunité d'engager des négociations avec les Etats membres de l'Union et les instances européennes visant à l'intégration de Mayotte dans le territoire de l'Union et son classement en R.U.P. afin d'assurer son éligibilité au financement des différents fonds structurels communautaires.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/034000133.shtml>

➤ L'article

Le Congo de la débrouille - Collectif - DEFIS SUD, n°56, 2003 - pp.19-31 Cote COLL

Pour l'observateur lointain, les accords et les conférences censés résoudre le conflit congolais se ressemblent et se suivent, sans jamais apporter de rétablissement définitif de la paix et permettre la réunification de l'Etat. Le pays "navigue à vue", mais heureusement sa population n'attend pas pour gérer son quotidien. Il y a du bon et du mauvais au "Congo de la débrouille" : en effet, tout se "monnaye", certes, mais la solidarité est réinventée, à tel point que certains parlent déjà d'un nouveau modèle social congolais, d'un nouvel art de vivre. Ce dossier comprend quatre articles : la société civile congolaise face à la guerre avec ses atouts et ses faiblesses, les initiatives locales de cette société entre la crise et le renouveau, les Kinois et l'Etat dans la lutte pour la survie quotidienne ainsi qu'un article sur le parcours d'une dizaine d'infirmières contraintes d'emprunter les "voies de la débrouille" pour que survivent des cliniques universitaires de Kinshasa. Enfin, le dossier propose un entretien avec l'écrivain Lieve Joris, qui rend compte dans son livre "Danse du Léopard", du chaos auquel à fait face le Congo.

➤ L'agenda

- *Réunion euro-méditerranéenne des Ministres de l'Energie, 20-21 mai, Athènes, Grèce*
- *L'adhésion du Cambodge à l'OMC : conséquences et implications, séminaire CFCE, 15 mai, Paris, France*
- *Conférence à mi-parcours des Ministres des Affaires étrangères Euromed, 26-27 mai 2003, Athènes, Grèce*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economics ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi – bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economics ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle Ieom ■ Lettre mensuelle Iedom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'Iaurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ Syfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction :

Robert PECCOUD

Coordination :

Bertrand NORA

Annie LOPEZ-PORTZERT

Réalisation :

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ-PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

Saisie/mise en page

Francine GILBERT

Pour contacter RGS/AGC ☎ : 01 53 44 35 95 - e-mail : gilbertf@afd.fr